

PRÉFECTURE des CÔTES.du.NORD

ARRÊTÉ CODIFICATIF

Le Préfet,
Commissaire de la République
du département des Côtes-du-Nord
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Croix de Guerre des T.O.E.

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Commissaires de la République et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU la loi n° 86.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85.453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU le récépissé de déclaration délivré le 13 août 1987 à M. Pierre RENAULT pour exploiter à LANDEHEN, au lieu-dit "La Ville Commault" un poulailler de 15 000 volailles, installation classée pour la protection de l'environnement ;
- VU la demande présentée par l'intéressé le 9 février 1987 en vue d'être autorisé à installer et exploiter au même lieu-dit (section ZN n° 49) un nouveau poulailler d'une capacité de 30 000 animaux en extension d'un élevage existant de 28 000 volailles, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des conseils municipaux de SAINT-TRIMOEL en sa séance du 25 mai 1987, de LANDEHEN en sa séance du 1^{er} juin 1987 et de BREHAND en sa séance du 20 juin 1987 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires, de l'Agriculture, de la Protection Civile, de l'Equipement, émis respectivement les 29 mai, 26 mai, 19 mai et 25 mai 1987 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations classées en date du 28 juillet 1987 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 18 septembre 1987 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 ;

.../...

SUR proposition de M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord,

A R R E T E -

ARTICLE 1er - a) le Présent arrêté abroge et remplace le récépissé du 13 août 1981 susvisé ;

b) M. Pierre RENAULT, demeurant à LANDEHEN, au lieu-dit "La Ville Commault" est autorisé à exploiter un élevage de volailles à cette adresse (section ZN n° 49) dont les bâtiments et les stockages de déjections sont implantés à 60 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 - La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58.6° de la nomenclature sera de 58 000 volailles de plus de un jour en présence instantanée, à savoir :

- élevage existant..... 28 000 poulets
- élevage à créer..... 30 000 poulets chair

ARTICLE 3 - Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) - observations des prescriptions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 ci-jointe, complétée par les prescriptions du présent arrêté, notamment des règles d'épandage dans le temps et dans l'espace ;

2°) - conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus ;

3°) - l'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière ;

4°) - évacuation régulière des fientes vers la zone d'épandage après chaque fin de bande ;

5°) - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

6°) - dératisations et désinsectisations périodiques ;

7°) - présentation dans les meilleurs délais d'un projet de plantations à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en vue de réaliser avant le 30 avril 1988 un écran de verdure aux abords de l'élevage.

ARTICLE 4 - Les prescriptions prévues à l'article 10 de l'instruction technique précitée pour le traitement des déjections sont les suivantes :

- . les déjections seront épandues superficiellement ou enfouies,
- . dans le cas d'épandage sous enfouissement, il est interdit d'épandre à moins de 100 m de tout logement occupé par des tiers (ou de tout local à usage professionnel impliquant la présence quotidienne et prolongée de personnes),
- . dans le cas d'enfouissement des déjections dans les trois heures au plus suivant l'épandage, la distance à respecter est d'au moins 50 m de tout logement occupé par des tiers (ou de tout local à usage professionnel impliquant la présence quotidienne et prolongée de personnes).

ARTICLE 5 - Les prescriptions prévues à l'article 11 de l'instruction technique sus-mentionnée sont les suivantes :

. L'effluent sera soumis à une épuration naturelle par le sol sur une surface suffisante,

. en aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne devra être dépassée de telle sorte que, ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire,

. l'épandage est interdit :

- à moins de 100 m des limites des zones urbaines,
- à moins de 50 m des cours d'eau, points d'eau et captages ne justifiant pas de l'établissement d'un périmètre de protection,
- à moins de 200 m des lieux de baignade,
- à moins de 500 m des sites conchylicoles,
- pendant les périodes où le sol est gelé ou enneigé,
- en juillet et août, les vendredi, samedi, dimanche et lundi ainsi que les 12, 13, 14, 15 et 16 juillet, et les 13, 14, 15, 16 et 17 août,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspiration générateurs de brouillards fins,
- sur les sols dont la pente est importante.

En outre, l'épandage est fortement déconseillé en période hivernale et, en tout état de cause, interdit pendant les moins de décembre et janvier.

ARTICLE 6 - Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables" (*) la couverture étant en matériaux incombustibles.

Le chauffage devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux, sauf emploi de chauffage au radiant gaz.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15-100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie.

Des extincteurs, pour feu sec et pour feu d'origine électrique, seront placés à proximité d'une issue complétée par l'aménagement d'un point d'eau sous pression accessible aux engins de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 7 - L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse-cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE 8 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 9 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Commissaire de la République du département des Côtes-du-Nord dans le mois qui suivra la prise de possession.

(*) arrêté ministériel du 9 décembre 1957.

ARTICLE 10 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra en outre se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 11 - Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LANDEHEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Pierre RENAULT.

Un avis sera inséré par les soins du Commissaire de la République et aux frais de M. Pierre RENAULT dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 12 - "Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 13 - M. le Secrétaire Général des Côtes-du-Nord
M. le Maire de LANDEHEN
M. le Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations classées,
M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Pierre RENAULT, pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi qu'à MM. les Maires de BREHAND et de SAINT-TRIMOEL pour information.

SAINT-BRIEUC, le 4 - 1976

Le Préfet,

Pour le
Le Secrétaire Général,

Signé : JACQUES BORDES

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché, Chef de Bureau



Marie-Suzanne MOREAU